

L'HISTOIRE EST PRÉSENTE

Je demande qu'on ne prenne pas pour une provocation inutile ou un paradoxe facile l'affirmation par laquelle j'ouvre ces quelques réflexions. Ma boutade-axiome, la voici : l'histoire enseignée — et peut-être même l'histoire scientifiquement produite — n'est, ne peut être ou ne devrait être que contemporaine. Autrement dit, je vais tenter de détailler ce qui, dans mon esprit sinon dans les faits, est un truisme¹.

Pour parvenir à se convaincre d'une telle vérité d'évidence, il suffirait d'abord, je pense, de tomber d'accord sur le sens de l'adjectif lui-même. *Cum tempus, contemporaneus*, la paternité latine est inflexible : il s'agit bien d'être du même temps, de la même époque. « Contemporain », nous dit le *Robert historique de la langue française*, a pris une valeur intensive depuis le XVIII^e siècle lorsqu'il s'est décroché du mot « moderne » pour mieux laisser entendre qu'il jouait sur une simultanéité avec l'expérience temporelle de celui qui parlait. Son dérivé plus conceptuel, « contemporanéité », a été dès la fin du XVIII^e siècle — à l'heure donc des Lumières et de la Révolution française — en concurrence didactique avec « modernité » pour signaler encore mieux cette simultanéité. En clair : contemporain signifie aussi bien « être avec le temps » qu'être « de son temps ». La contemporanéité est en quelque sorte l'esprit et la lettre d'un authentique partage du temps, l'art de vivre la durée, l'exercice temporel d'une simultanéité vivante. Et l'histoire, à condition qu'elle reste intimement notre contemporaine, peut aider ainsi à trouver le sujet sous l'individu, à construire la personne en aidant à faire de chaque être, de chaque jeune tout particulièrement, le contemporain de soi-même. En plus clair : contre le savoir en ligne, contre la documentation immédiate, contre l'éducation en temps réel des médias, l'histoire seule, pour peu qu'elle soit contemporaine du savoir

(1) Je reprends ici une analyse présentée le 21 mars 1998 aux Journées thématiques de la consultation « Quels savoirs enseigner dans les lycées ? », organisées sous l'égide d'Edgar Morin.

enseigné, du professeur et de l'élève, peut inscrire le temps dans la personnalité des jeunes, et donc dans la conscience des acteurs de demain.

Je signale au passage que plaider ainsi pour une histoire intrinsèquement contemporaine pourrait être un moyen efficace de régler la question — qui traîne encore dans certaines têtes — de la modernité en histoire, de la linéarité ou d'un sens progressiste de l'histoire et donc de la tentation historicisante, même si ces notions, copieusement mises à mal depuis une vingtaine d'années, ne sont plus de premier secours pour la réflexion. Affirmer que toute histoire est contemporaine, c'est certes une façon de dire adieu à toute histoire finie, close ou autarcique. Mais c'est aussi prendre congé de certain déroulement linéaire d'un Progrès qui naguère a fait florès. C'est, en un mot, introduire le présent au vif de la construction des savoirs historiques et de leur transmission aux nouvelles générations. À la bonne vieille question que posait un enfant, quelque temps avant le désastre de 1940 : « Papa, explique-moi donc à quoi sert l'histoire », à cette interrogation que Marc Bloch inscrit avec tant d'émotion citoyenne et paternelle à la première ligne de son *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, nous répondrons derechef, à l'orée du XXI^e siècle, en pleine fidélité : « L'histoire est ta contemporaine. Elle t'apprend le temps de tous les jours. Elle t'aide ainsi à vivre debout. »

Jusqu'à nos jours

Le présent au cœur de l'histoire, une histoire qui court jusqu'à nos jours : voilà bien un autre truisme. Mais souvent oublié ou négligé, celui-ci. Et pas si bien admis au plus intime de la confrérie des historiens universitaires et des concepteurs de programmes, comme dans celle des enseignants d'histoire. Il a pourtant d'illustres cautions. « Toute histoire est contemporaine », disait Croce. « L'analyse du présent est la carte et le compas », renchérisait Lucien Febvre. Je n'ajoute à ce début de liste prestigieux ni Marrou, ni Veyne, ni Marc Bloch, ni Paul Ricoeur. Il suffit de dire que tous ceux qui ont utilement réfléchi à la fonction de l'histoire dans une société, aboutissent à la même conclusion sociale et au même *a priori* methodo-logique : tout repérage dans le temps est contemporain de celui qui l'entreprend ; la méconnaissance, l'ignorance ou le refus du présent affadissent toute connaissance du passé et altèrent la quête historique du vrai.

Il faut, je crois, aller plus loin et dire très tranquillement que cette question du temps présent, ou de la présence du temps, a cheminé de concert depuis vingt ans à la fois dans la recherche et à l'université et dans l'enseignement. Et que cette synergie exceptionnelle est non seulement significative mais, surtout, qu'elle peut être un élément moteur

de toute réflexion à venir. J'ai eu pour ma part le privilège de « carrière », comme on dit, d'avoir à comprendre sa force aux deux extrémités de la chaîne de production et d'enregistrement du savoir, à l'Institut d'histoire du temps présent du CNRS naguère, à l'Inspection générale aujourd'hui : j'argue modestement de cette expérience personnelle pour attester que cette réflexion vaut vraiment la peine d'être poursuivie.

Qu'a-t-on dit, qu'avons-nous dit et, je l'espère, enseigné ? Qu'est cette histoire pleinement contemporaine, qui introduit dans son économie scientifique et pédagogique le temps présent, la présence du temps ? Il ne s'agit ni de la « période » ultime d'un découpage du passé à usage scolaire et universitaire, ni d'un concept de substitution par temps de crise de la temporalité dans nos sociétés envahies par l'éphémère, ni même d'un paradigme régulateur dans le tohu-bohu des sciences sociales. Une histoire dite du temps présent participe en fait peu ou prou de tous ces vocables¹.

La formulation la plus brutale de la question en débat, celle qui portait la charge épistémologique la plus forte, celle qui venait aussi immédiatement à l'esprit, a été évidemment celle-ci : le contemporain peut-il être objet d'histoire ? Je nous épargne la relation des affres de certains historiens, encore aujourd'hui, face à cette question. Et même la teneur de la réponse que d'autres historiens ont faite, victorieusement, et d'abord en démêlant soigneusement histoire et mémoire. Car c'est bien la société elle-même qui a poussé ces derniers à ne pas lâcher prise, qui leur a suggéré de ne pas broncher devant l'obstacle de la proximité et même de l'utiliser pour mieux rebondir vers l'amont. Des acteurs et des témoins, humbles ou majeurs, n'ont pas attendu plus longtemps : ils ont dit haut et clair qu'ils n'entendaient pas laisser consumer leurs forces et affadir leurs souvenirs en acceptant de priver de sens leur expérience. Il ne s'agissait plus ici, on le sent bien, d'une version actualisée de ce goût banal pour la mémoire sans oubli ou de cet activisme des racines, des généalogies et des célébrations patrimoniales qui ont saisi nos sociétés à la veille d'une fin de siècle. C'est plutôt d'un sourd désir d'identité à reconquérir qu'est née cette ambition d'une histoire attentive au présent, dont l'originalité sera d'être écrite sous l'œil des acteurs et dont la vocation s'épanouira dans le compte rendu des rudes spécificités du XX^e siècle. C'est un témoignage à bonne hauteur scientifique sur cet étrange sentiment qui nous a saisis : la conscience, douloureuse ou exaltante, d'avoir été, de gré ou de force, rejoints, broyés

(1) Je reprends ici quelques points que j'ai exposés dans A. Chauveau et Ph. Tétart dir., *Questions à l'histoire des temps présents*, Bruxelles, Complexe, 1992.

et désignés par une histoire de bruits et de fureurs dont nous n'avons guère pu maîtriser le cours.

Deux guerres et deux crises mondiales, une décolonisation et une guerre froide, deux partages du monde, en 1919 et en 1945, spectaculairement ruinés dans les années 1930 et à l'aube des années 1990, des bouleversements technologiques inouïs et une galopade du progrès, du mieux-être inégal et une culture de masse à portée de main : c'est beaucoup en effet, en l'espace d'à peine trois générations dont, par ailleurs, l'espérance de vie s'est sensiblement accrue. Comment s'étonner par conséquent que la relation existentielle avec l'histoire ait changé chez tant de vivants — sans même parler du poids inquisiteur des millions de morts ? Que le désir d'un récit récapitulatif et d'une investigation explicative de l'aventure ait monté dans les consciences ?

Ce souci d'une relation fidèle a été redoublé, avec tous les effets de la vitesse acquise par la médiatisation généralisée, par une sorte de volonté émouvante de lutter contre une massification des éphémérides qui entretient une redoutable amnésie dans nos sociétés et élargit les clivages entre les générations. « Accélération de l'histoire », mondialisation des enjeux, immédiateté d'une information torrentielle déversant des « séquences » qui tiennent lieu d'événements : ces lieux communs de l'analyste pressé du XX^e siècle excitent incontestablement un désir de connaissance à chaud, nourrissent une inquiétude sourde où se mêlent nostalgie des « belles époques », réaction de défense face à l'avenir, besoin de continuités marquées et soif d'identité collective ou nationale. De plus, ce refus de l'éphémère, ce besoin de dire du sens alors qu'on ne croit plus guère au progrès linéaire, s'accompagnent aussi d'un besoin de transmettre en urgence cette expérience vibronnaire et trop peu loquace aux nouvelles générations qui, elles aussi, vierges de toute mémoire, risquent d'être prises dans le tourbillon et auxquelles le « jeunisme » ambiant semble dénier de surcroît toute capacité de fidélité historique ou « patrimoniale ».

Ainsi nos sociétés ont-elles renoué avec cette propension à dire les hauts faits d'un présent mémorable qu'inventa l'Athènes d'Hérodote ou de Thucydide. Dès 1959, les potaches de France devaient étudier le monde jusqu'en 1945 et, depuis 1983, les programmes d'histoire ont poussé l'investigation « jusqu'à nos jours » : le système éducatif a entériné sans broncher une ambition sociale qui circulait dans l'air du temps. Il l'a fait en bonne fidélité avec le passé : après tout, les programmes scolaires édictés par Victor Duruy en 1865 s'arrêtaient eux aussi au seuil de l'année... 1863 et ceux de 1902 rendaient compte hardiment de l'Affaire Dreyfus, tandis que le dernier volume de la grande *Histoire de France* dirigée par Ernest Lavisse, publié en 1923 par Char-

les Seignobos, intégrait sans états d'âme la guerre de 1914-1918. Comment ne pas sentir qu'une réflexion historique sur le contemporain peut aider les générations qui montent à combattre l'a-chronie galopante, à mesurer le plein effet de ces sources originales, sonores et en images, que les médias fabriquent, à relativiser l'hymne à la nouveauté si communément entonné, à se défaire de cette immédiateté vécue qui emprisonne la conscience historique comme la feuille de plastique « protégée » au congélateur une denrée qu'on ne consomme pas ?

On est prié de ne pas trop sourire devant tant de candeur. Car l'histoire contemporaine, expérimentée aujourd'hui à partir de cet argumentaire, contribue aussi à poser de bonnes questions à la discipline historique tout entière, à raviver la lecture des époques plus anciennes, à remettre en cause les découpages universitaires si souvent obsolètes. Le contemporain en effet a fait jaillir de la proximité ambiante un argumentaire plus idéal, plus culturel et plus individuel, un autre assemblage hiérarchisé du temps, où l'action combinée de la personnalité, de l'événement, ce « sphinx », disait Edgar Morin dès 1972, ce fruit illégitime du caprice des faits et du tam-tam médiatique (relisons par exemple les deux dates qui « cadrent » apparemment notre XX^e siècle français, le 1er août 1914 et le 12 juillet 1998 !) et du narratif a utilement mis en question la valeur opératoire et explicative d'un quantifié massif et d'un répétitif supposés probants. Il a accompagné le retour du récitatif, du discontinu, de l'événementiel, du personnel et de l'idéalisé, dans un XX^e siècle historique et historiographique qui proclama pourtant si fort la marche forcée du progrès, la construction accélérée de l'Homme nouveau, la densification inéluctable des phénomènes et l'inflexibilité de la loi du nombre. Ce paradoxe est au cœur d'une histoire contemporaine ; il la crédite d'une singulière aptitude à la provocation rétrospective sur le travail de l'historien et à la déconstruction des philosophies de l'histoire trop pressées.

Cette histoire rend d'autre part aussi jubilatoire et aussi scientifiquement opportune l'exploitation d'un second paradoxe du présent, qui éclaire la configuration du temps humain : le télescopage constant, cruel et nourricier à la fois, du temps passé avec le présent (y compris sous forme de traumatismes, au choc de grands événements-dateurs comme les guerres mondiales, de refoulements ou de balbutiements de la mémoire collective, à propos des guerres de la décolonisation par exemple), le travail du deuil comme condition nécessaire à un apaisement, la mise en relief d'une représentation du passé comme partie prenante de l'immédiat. Puisqu'elle observe si commodément la présence active du temps dans notre construction du contemporain, elle contribue sans doute ainsi à mieux poser la vieille question du sens, à l'heure où se sont écroulées les visions unifiantes du cours des choses.

Cette histoire-là, en effet, parce qu'elle est faite avec des témoins vivants et des sources protéiformes, qu'elle est conduite à déconstruire le fait historique, qu'elle globalise et unifie sous le feu des représentations autant que des actions, peut aider à distinguer peut-être plus utilement que jamais le vrai du faux. Car si elle a pour mission, comme toute histoire digne de ce nom, de dire l'évidence scientifique des vérités matérielles face à l'oubli, l'amnésie ou le délire idéologique (pensons, par exemple, aux négateurs des chambres à gaz), elle est sans doute mieux à même d'expliquer posément aux jeunes, au passage, que la vérité statistique du dénombrement, dont nous sommes si friands, ou la force d'évidence de l'image médiatisée, ne dispensent pas de voir à l'œuvre la vérité psychologique de l'intention, l'humble vérité du plausible, la force de l'enjeu de mémoire dans le cours du temps.

L'héritage et l'à-venir

Interrompons là cette profession de foi trop grandiloquente. Je veux simplement rappeler, pour finir, combien tout ceci a été instinctivement perçu, entériné et mis en pratique dans nos enseignements de l'histoire. L'Inspection générale signale depuis plusieurs années, avec une régularité qui devrait faire réfléchir, avec quelle placidité et quelle force de conviction le dispositif de l'enseignement secondaire (j'entends les élèves, les programmes, les enseignants, les programmes des concours de recrutement, les thèmes de formation continue des enseignants, etc...) a su — par une alchimie sociale et institutionnelle assez étonnante — à la fois anticiper, accompagner et enregistrer ces nouveautés. Les programmes de 1983, de 1989 puis de 1996 au lycée, si hardiment contemporains, ont été et sont mis en œuvre.

Les enseignants, pour leur part — décisive, comme toujours — ont bien compris que cette contemporanéité n'était pas l'actualité : ce qui était si évident en Terminale l'est devenu aussi en Seconde, quand par exemple la Méditerranée du XII^e siècle est venue au secours des analyses de la démocratie inaugurée en 1789, ou de celles des conflits et des attentes religieux d'aujourd'hui. Surtout, les professeurs sont en passe d'admettre que des enseignements du contemporain, ainsi entendus au sens « transpériodique », peuvent utilement désapprendre aux jeunes cette totalité idéale qui a tant ravagé le XX^e siècle. L'histoire ainsi « contemporanisée » peut apprendre à faire moins confiance à l'argumentation par le massif, le global, le quantifié, le répétitif et le perdurable. Elle construit et déconstruit sans relâche. Elle est, disait Octavio Paz, « une revanche historique des particularismes ». Elle ouvre sur des possibles un monde naguère hiérarchisé et clos. Elle réintroduit en force de l'individuel, du national, du politique, du stratégique, du médiatique, du culturel, de l'événementiel dans les grands ensembles cons-

truits sur des bases socio-économiques où la masse, pensait-on, faisait d'abord sens. Elle valorise les acteurs et les milieux face aux systèmes totalisants, largement déconçus, qui classaient les espaces et les sociétés en négligeant l'action et l'imprévu. Elle mondialise le regard en poussant à raisonner davantage en termes scientifiques et techniques, médiatiques et culturels. Elle remet en jeu la rupture et la continuité, ce pain quotidien de l'historien. Elle métisse l'analyse, croise les regards. Elle affirme que le monde est à la fois hérité et impromptu. N'est-ce pas cela qu'il faut dire aux plus jeunes, qui doivent à la fois apprendre le monde et inventer le meilleur moyen de se l'approprier ?

Un exposé aussi bref ne peut, hélas, s'en tenir qu'à des déclarations d'intention. Mais je voudrais à tout le moins avoir pu convaincre qu'une réflexion ainsi armée par le sens du contemporain permettrait d'avancer des propositions évolutives pour les enseignements de l'histoire. Celles-ci, n'en doutons pas, sont toutes déjà à l'œuvre, sans tapage mais très sincèrement. Elles ne demandent qu'à prospérer. Je les signale, pour finir, dans une sèche nomenclature, car nous ne sommes pas quittes avec elles :

1) Une histoire plus scalaire, mieux échelonnée et étalonnée, qui pratique davantage un jeu réfléchi des échelles spatiales, qui hiérarchise ; qui se saisit de l'argument du local et de la proximité, qui pèse la dimension régionale et nationale, qui explore la dimension européenne et favorise une approche un peu moins démagogique de la notion de mondialisation.

2) Une histoire dont la contemporanéité permettrait de vulgariser l'évolution des sciences et des technologies, en partant davantage de slogans qui ne sont encore que des titres de presse assez prospères : « Comment ça marche ? » et « Ça m'intéresse ! »

3) Une histoire qui reprenne mieux à son compte ce que tant de jeunes et d'enseignants négligent : la force des héritages et la nécessité de la transmission ; la lecture suivie d'une documentation en textes et en images pleinement appropriée et tenue pour patrimoniale, constitutive de cet art de vivre ensemble qui a fait la culture et la mémoire d'un peuple.

4) Une histoire qui revienne au récitatif, à la poétique aristotélicienne, au sens de l'enjeu dramatique ; une histoire où le récit construit bousculerait les certitudes paresseuses de l'enchaînement trop impeccable des causes et des effets.

Une histoire, pour tout dire, qui intéresse parce qu'elle tente de dire du sens. Et qui ainsi rapproche et unit.

Jean-Pierre Rioux